

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
(Convocation du 02 mars 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 11h00, le collège "membres fondateurs" dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	20
• Voix	20
Présents	
• Nombre	14
• Voix	14
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	14
• Voix	14
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Nathalie Barrouillet, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Ajustement de programme - Fiche n°42 quater - Confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations " Pénich-Laburthe" sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois

Exposé des motifs :

La digue Pénich-Laburthe a été classée par l'État à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digue » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée pour le classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

En outre, les récentes crues de l'Adour ont permis de mesurer le nécessaire recul d'une partie de l'ouvrage trop fortement sollicité et fréquemment endommagé par les crues.

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et du recul de la partie aval de l'ouvrage.

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux seront dimensionnés et suivis par un maître d'œuvre agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

A l'occasion de l'adoption du programme d'actions 2022, le comité syndical a délibéré favorablement sur la fiche programme n°42 bis. Cette fiche programme mentionne un coût total prévisionnel de 600 000 € TTC pour cette opération.

Suite à la finalisation de la phase projet (PRO) et au regard des demandes d'adaptation du délégataire de la compétence, il s'avère que plusieurs modifications ont été apportées au programme de travaux initialement établi. Cela concerne notamment le maintien de bâtis existants nécessitant la modification des techniques de confortement, la mise en œuvre de dispositifs supplémentaires garantissant une plus grande sécurité de l'ouvrage et l'intégration dans le projet de la restauration de la ripisylve en fin d'opération.

Le montant des travaux est également impacté par l'augmentation conjoncturelle du coût de l'énergie et des matières premières.

Le coût prévisionnel du programme et le plan de financement ont fait l'objet de modifications au vu des évolutions du programme de travaux par délibération du comité syndical de l'Institution Adour en date du 15 septembre 2022.

Aujourd'hui, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, dit Fonds vert, dans son axe 2, peut accompagner ce type de projet à hauteur de 10 %.

La présente délibération a donc comme objectif de modifier le plan de financement de cette opération pour intégrer une participation du Fonds vert.

Considérant la délibération n°134/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour relative au programme d'actions 2022,

Considérant les délibérations n°2022_CMF_07 en date du 23 mars 2022 et n°2022_CS_33 en date du 15 septembre 2022 de l'Institution Adour relatives aux évolutions du plan de financement de la fiche programme n°42,

Considérant l'édition 2023 du fonds d'accélération de la transition écologique des territoires, dit Fonds vert,

LE COLLEGE "MEMBRES FONDATEURS"

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Article 1

- de rapporter la fiche programme n° 42 ter du programme d'actions 2022,
- d'approuver la fiche programme 42 quater relative au confortement de la digue de Pénich-Laburthe sise à Larrivière-Saint-Savin, telle qu'annexée,
- de solliciter financièrement la participation du fonds d'accélération de la transition écologique des territoires à hauteur de 10% du montant prévisionnel des travaux, soit un montant de 80 400 €,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel actualisé,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

FICHE DE PROPOSITION n° 42 quater

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Conformement de l'ouvrage de protection contre les inondations « Pénich - Laburthe » sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois

Zone d'influence :

Adour moyen, communauté de communes du Pays Grenadois, commune de Larrivière-Saint-Savin

Description de l'opération :**Origine**

La digue de Pénich Laburthe a été classée à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digues » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée pour le classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

Une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre l'EPCI-FP et l'EPTB a permis aux élus de dimensionner le niveau de protection apporté par l'ouvrage et la zone de protection concernée.

Les récentes crues de l'Adour ont en outre permis de mesurer le nécessaire recul d'une partie de l'ouvrage trop fortement sollicité et fréquemment endommagé par les crues.

Buts et contenu

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et de recul de la partie aval de l'ouvrage.

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux, d'ores et déjà dimensionnés (phases AVP ou PRO selon les secteurs) dans les études précédentes seront effectués par un maître d'œuvre agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Par convention entre l'EPTB et la communauté de commune du Pays grenadois il a été acté de traiter comptablement cette opération sous mandat.

NB :

Une partie de cette opération (recul de la partie aval de l'ouvrage) a déjà fait l'objet d'une décision à l'occasion de la DM de 2021 suite aux dégâts de la crue de décembre 2020 (fiche programme n° 34). Cette partie est rapportée dans la présente fiche programme.

Maître d'œuvre :

Bureau d'étude agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques

Échéance - Délais :

Finalisation des travaux de confortement pour l'étiage 2023 sous réserve de la maîtrise foncière des terrains par la communauté de communes du Pays Grenadois.

Coût de l'opération : 964 800 € TTC**Contexte**

Le marché de maîtrise d'œuvre est en cours. L'avant-projet issu de deux études précédentes a été actualisé compte tenu de nouvelles contraintes sur le site des travaux. En effet, des bâtiments qui devaient être détruits sont finalement à conserver. Cela entraîne une modification des techniques à mettre en œuvre pour la stabilité du remblai. L'ajout d'un cordon drainant ainsi que la restauration de la ripisylve au droit du recul ont également été décidés pour améliorer la sécurité de l'ouvrage face au risque de rupture et la récupération du milieu naturel. Ces modifications du programme de travaux entraînent une évolution du coût estimatif des travaux.

Ces évolutions sont présentées dans les tableaux suivants :

Postes de dépenses	Estimation initiale € HT	Estimation ajustée € HT	Estimation ajustée € TTC
Recul de l'ouvrage sur la partie aval	290 000	432 490	518 988
Confortement de la partie amont	175 000	310 810	372 972
Maîtrise d'œuvre et SPS	35 000	60 700	72 840
TOTAL	500 000	804 000	964 800

Plan de financement prévisionnel :

En sus des participations financières déjà obtenues et/ou sollicitées, l'opération est à présent éligible à l'Axe 2 du Fonds vert. Le nouveau plan de financement fait donc intervenir une participation de 10% supplémentaires à ce titre.

Recul de la partie aval :

	Dépenses éligibles	Taux de subvention	Montant
État (dotation solidarité intertemporelle)	72 532 € HT	30 %	21 759,60 €
État (Fonds vert)	432 490 € HT	10 %	43 249,00 €
Région Nouvelle-Aquitaine	290 000 € HT	20 %	58 000,00 €
Département des Landes	432 490 € HT	30 %	129 747,00 €
Communauté de communes du Pays Grenadois			266 232,40 €
Total			518 988 €

Confortement de la partie amont et maîtrise d'œuvre (de la totalité de l'opération) :

	Dépenses éligibles	Taux de subvention	Montant
État (Fonds vert)	371 510 € HT	10 %	37 151 €
Département des Landes	371 510 € HT	30 %	111 453 €
Communauté de communes du Pays Grenadois			297 208 €
Total			445 812 €



Plan de financement global (à titre indicatif) :

	Taux	Montant (€)
État (dotation solidarité intertempérie)	2,26 %	21 759,60 €
État (Fonds vert)	8,33 %	80 400,00 €
Région Nouvelle-Aquitaine	6,01 %	58 000,00 €
Département des Landes	25 %	241 200,00 €
Institution Adour (<i>CdC du Pays Grenadois</i>) ¹	58,40 %	563 440,40 € (dont 106 800 € de TVA)
Total	100 %	964 800 € TTC

¹ dont financement de la TVA

Plan de situation :



Figure 1 : Vue générale de la digue Pénich-Laburthe dans son état actuel



Figure 2 : Vu du projet de recul de la portion aval de la digue de Pénich-Laburthe